

COMBAT SYNDICALISTE

CNT-AIT

Bimestriel de la Confédération Nationale du Travail
Section de l'Association Internationale des Travailleurs





CNT-AIT

Association Internationale des Travailleurs

AIT, NSF boks 1977
Vika, n-0121 OSLO , Norvège

Confédération Nationale du Travail

Pour tout contact
sur le plan national
s'adresser à :
CNT-AIT (bureau confédéral)
34 Espace Mendès-France
36000 Châteauroux

L'adresse du site web de la confédération

<http://www.cnt-ait-fr.org>
Vous y trouverez les liens
confédéraux et internationaux
de notre organisation

CPPAP 1 856 D 73
Directeur : Michel Maza
Imprimerie spéciale CNT-AIT

Réalisation des pages confédérales :
CNT-AIT BP 51142
34008 Montpellier cedex 1

Abonnements

1 an (6 n^{os}) : 75
soutien : 15
Chèques à l'ordre de CNT-AIT
voir pages régionales

Unions Régionales

Les UR sont l'expression
de la CNT-AIT.
Elles regroupent les divers syndicats
d'une zone géographique.
Pour tout contact dans une région,
s'adresser au secrétariat de l'UR

La solidarité n'est pas un vain mot pour les anarchosyndicalistes. Mais encore faut-il savoir ce que l'on entend par solidarité !

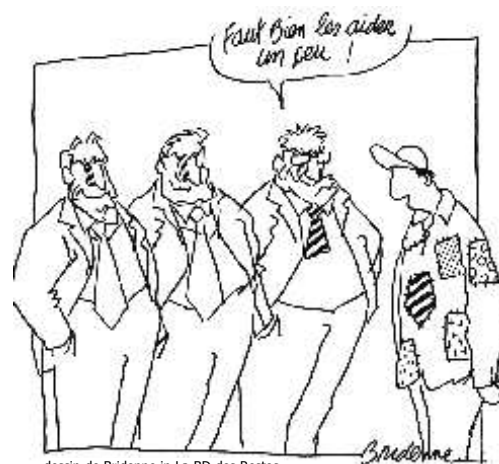
Il existe déjà une solidarité sélective et fortement médiatisée : celle du Capital et des États à son service. C'est par exemple, le plan Borloo qui prétend aider les pauvres tout en engraisant les patrons. Mais c'est aussi, les quelques miettes du gâteau accordées par les États, qui servent déjà à reconstruire les paradis touristiques où l'humain ne vaut pas tripette.

Enfin, il existe la solidarité internationale qui est l'affaire des exploités du monde entier. Elle s'exprime par l'Association Internationale des Travailleurs (AIT), qui a montré lors de son congrès que son action s'étendait à un nombre croissant de régions du monde. Elle se manifeste sur le terrain par des actions de soutien aux inculpés du sommet européen de Thessalonique, comme aux travailleurs de Ruzomberok en Slovaquie, par exemple.

C'est bien cette solidarité qu'il nous faut mettre en place, mais voilà, ça se réfléchit et ça se construit !

UR Centre : CNT-AIT - 34, Espace Pierre Mendès-France 36000 Châteauroux,
UR Midi-Pyrénées : CNT-AIT - BP 158 - 82001 Montauban cedex, **UR Paris et Nord** : CNT-AIT - BP 352 - 75526 Paris cedex 11, **UR Aquitaine** : CNT-AIT - 8, place Louis Barthou 33000 Bordeaux, **UR Méditerranée** : CNT-AIT - Vieille Bourse du Travail - 13, rue de l'Académie 13001 Marseille, **UR Normandie-Bretagne** : CNT-AIT - BP 2010 - 14019 Caen cedex, **En Rhône-Alpes** : CNT-AIT / SII - BP 223 - 38405 Saint-Martin-d'Hères cedex.

Borloo : un alibi pour le gouvernement



dessin de Bridenne in La BD des Restos

Le plan de cohésion sociale de Borloo a été adopté le 20 décembre. Un programme jugé « ambitieux » pour un budget de 13 milliards d'euros sur 5 ans et organisé autour de 3 axes : emploi, logement et égalité des chances. Une véritable aubaine qui a pu faire diversion au milieu des cadeaux en faveur des familles aisées et des entreprises annoncés par Sarkozy (par exemple les 2 milliards d'euros de ristourne dans le budget 2005, dont 600 millions pour l'abaissement des droits de succession et 60 millions pour les emplois à domicile¹. À croire que le gouvernement use de Borloo comme d'un alibi pour camoufler ses crimes commis à l'encontre de la justice sociale : « Nous, favoriser les riches aux dépens des pauvres ? Pas possible, on est avec Borloo ! ».

Des mesures nuisibles aux salariés et aux chômeurs

LE PREMIER VOLET s'appuie sur le dispositif des « contrats d'avenir » : des CDD offerts aux bénéficiaires de minima sociaux dans « un service public d'intérêt général », accompagnés d'une formation prise en charge par les régions. Il s'agit d'un ersatz de RMA appliqué au secteur public : 26 heures de travail hebdomadaire au maximum, payées au smic horaire (soit $\frac{3}{4}$ d'un smic mensuel). Ce contrat de 2 ans n'est pas renouvelable, mais peut être prolongé d'un an. Le montant de l'allocation perçue par le contractuel (RMI ou ASS) sera reversé à l'entreprise qui s'acquittera du complément avec une aide dégressive de l'État (75 % du complément la 1^{re} année, puis 50 % et enfin 25 %). Communes et employeurs recevront 1 500 € pour chaque sortie de contrat vers un emploi durable. L'objectif affiché est de permettre à un million de personnes de retrouver un emploi, que le ministre espère durable, au bout de 5 ans.

Le Conseil économique et social (CES) a pointé du doigt quelques zones d'ombre après

son examen du plan en août². Il a exprimé des craintes à propos du caractère potentiellement « occupationnel » des contrats qui ne déboucheront pas forcément sur des emplois durables. Par ses similitudes avec le RMA, le « contrat d'avenir » éveille les mêmes craintes. L'employeur dispose d'une main-d'œuvre très bon marché, payée au salaire minimum mais pour laquelle il perçoit le montant du RMI ou de l'ASS. Il est alors tentant de pourvoir des postes par des contrats successifs beaucoup plus avantageux que le recrutement en CDI ou CDD. D'autre part, rapporteuse de la commission parlementaire sur le RMA, C. Boutin avait estimé à seulement 30 % le nombre de RMIstes capables de décrocher ce genre de contrat tant leurs difficultés sociales sont lourdes³.

Les aspects négatifs pour les salariés contrastent avec la bonne volonté affichée. Le CES a également déploré que ce programme soit « notablement plus précis sur les sanctions qu'il ne l'est sur l'accompagnement des chômeurs ». Il s'interroge aussi sur le risque de voir ces contrats se traduire par « une déqualification des salariés » et « une baisse de la rémunération », ou qu'ils ne de-

(suite page 4)

1 - « Des cadeaux par milliers pour les plus aisés », Libération, 18-19/09/04.

2 - Le CES critique le décalage entre les ambitions du plan Borloo et son financement, Le Monde, 27/08/04.

3 - « L'UMP ne tolère pas les critiques de C. Boutin sur le projet Fillon de décentralisation du RMI », Le Monde, 20/11/03.



Borloo : un alibi

(suite de la page 3)

- Cette collusion - 4 est détaillée par M. Moreau, « Le gouvernement des riches », La Découverte, 2004.
- « Le congrès des HLM face à l'objectif ambitieux de 500 000 logements sociaux », AFP, 17/09/04. - 5
- « Ambitieux programme de 500 000 logements HLM en 5 ans », AFP, 15/09/04. - 6
- « À la Courneuve, l'avenir n'est plus barré », Libération, 23/06/04. - 7
- « La crise du logement touche plus de 3 millions de Français », La Nouvelle république, 28/01/04. - 8
- « Les principales mesures du plan de cohésion sociale », AFP, 15/09/04. - 9
- « La pauvreté touche d'abord les femmes, les jeunes et les étrangers », Le Monde, 16/10/04. - 10
- viennent un « *passage obligé et contraint* » pour tous les RMistes. Le plan Borloo instaure également des services payants de placement en mettant un terme au monopole de l'ANPE. Les députés UMP ont ensuite rivalisé d'ingéniosité pour casser quelques dispositifs de protection des salariés : notamment la possibilité de licencier pour maintenir la compétitivité de l'entreprise. Cette idée a finalement été abandonnée, ce qui a déclenché les foudres de Seillière. Dans la mesure où cet argument est déjà admis par certains tribunaux, son inscription dans une loi est inutile pour le MEDEF. On peut se demander si la colère du baron n'est pas simulée afin de laisser penser que le gouvernement n'est pas complètement à la botte des patrons ⁴. Plusieurs amendements préjudiciables aux travailleurs ont été ajoutés au texte en catimini : « *le temps de déplacement professionnel pour se rendre sur le lieu d'exécution du contrat de travail n'est pas un temps de travail effectif* », la réintégration automatique dans son entreprise d'un salarié victime d'un licenciement déclaré nul est supprimée.

Un volet « logement » des plus hypothétiques

Le CES a par ailleurs exprimé des doutes sur la réalisation des promesses en matière de logement. Ce second volet du plan prévoit la construction de 500 000 logements sociaux en 5 ans en s'appuyant sur un budget de 560 millions d'euros. Pour 2004, l'objectif était de 80 000, mais les réalisations plafonnent à 50 000 logements par an actuellement. La hausse des prix du foncier et les réticences des municipalités à construire des logements sociaux invitent aussi à la prudence, d'autant plus que leurs pouvoirs en ce domaine ont été accrues par la loi « Libertés et responsabilités locales » ⁵. L'Union sociale de l'habitat qui fédère les HLM a déclaré qu'elle continuait à « *étudier la faisabilité* » du projet sachant que le

programme de construction pour 2004 a déjà pris 2 mois de retard ⁶.

Parallèlement, Borloo a augmenté les objectifs de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine et prolongé son existence de 3 ans, jusqu'en 2011. Les destructions de logements insalubres devraient donc se développer également : environ 40.000 par an pendant 5 ans ⁷, ce qui implique le relogement de nombreuses familles.

Or, selon un rapport du CES (d'un nommé Prud'homme), plus de 3 millions de personnes sont considérées comme mal logées ou en attente d'un logement. La Fondation abbé Pierre avance les mêmes chiffres dans son rapport 2004 et ajoute que pour 6 millions de personnes il manque un élément essentiel du confort : chauffage fixe, WC intérieurs, douche ou salle de bain ⁸. Le volume des constructions s'avère bien modeste compte tenu des besoins en logements sociaux. Ces derniers ne cessent d'empirer en raison de la hausse des prix de l'immobilier (+ 60 % sur les cinq dernières années), et celle du prix des loyers. D'autre part, l'amélioration de la procédure d'injonction de payer devrait permettre de récupérer 100 000 logements sur le marché... tant pis pour les locataires non solvables ⁹ ! Les expulsions de locataires ont ainsi augmenté de 123 % en 5 ans ¹⁰.

La grande esbroufe

Le dernier volet, l'égalité des chances, est le parent pauvre du dispositif. Il consiste notamment à relever les déductions fiscales pour les dons aux associations caritatives reconnues par l'État. Rien d'étonnant à cela, la réalisation de cet objectif étant incompatible avec le fonctionnement de notre société.

Les principaux griefs formulés à l'encontre de ce plan sont son aspect chimérique et paradoxal au regard de certains de ses aspects pervers ou du reste de la politique menée. Son



pour le gouvernement (suite)

financement laisse songeur après la campagne menée pour convaincre l'opinion publique que notre pays n'a plus un sou en caisse, notamment pour faire avaler les réformes des retraites et de la Sécu. L'idée de Sarkozy et Raffarin de retarder la hausse du SMIC prévue en 2005 pour économiser 1,2 milliard sur le dos des salariés, tout en favorisant les dotations des familles riches et la fraude fiscale, invite à regarder ces annonces avec un minimum de prudence.

On peut aussi s'interroger sur l'importance de l'effort consacré à la lutte contre la misère : environ 2,5 milliards d'euros par an, alors que le budget 2005 mise sur une rentrée supplémentaire de 5 milliards en 2004 et 15 à 20 milliards en 2005. Que penser si on compare le plan Borloo aux 17 milliards d'exonérations accordés chaque année aux patrons pour les inciter à embaucher, avec les résultats que l'on connaît !

Selon le rapport Delors du Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC), en 2000, en France, 3,7 millions de personnes vivaient en-dessous du seuil de pauvreté, dont 1 million d'enfants. De son côté, l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES) vient de rendre son rapport 2003-2004, qui soulève des inquiétudes. L'observatoire constate le maintien des inégalités sociales dans divers domaines : l'accès au logement car « entre 1988 et 2002, les loyers des ménages pauvres ont augmenté de près de 80 %, leurs revenus de 30 % » ; la santé (renoncement aux soins, espérance de vie inégale selon les milieux sociaux) ; ou encore l'éducation. La pauvreté a reculé de 7,2 à 6,1 % de la population entre 1996 et 2001, mais si l'on utilise le seuil européen (60 % du revenu médian contre 50 %

en France) ce sont 7 millions de personnes et 12,4 % des habitants de notre pays qui sont considérés comme pauvres ¹¹.

L'accroissement de la pauvreté est souligné par de nombreux indicateurs : l'ONPES relève une hausse à partir de 2002 ; en un an le Secours populaire a estimé avoir accueilli entre 15 et 20 % de personnes supplémentaires et la hausse est de 10 % pour les Restos du cœur (66 millions de repas servis contre 8,5 en 1985) ; le nombre de RMIstes a augmenté de 10,5 % entre juin 2003 et juin 2004 ; hausse de 14 % des familles surendettées entre 2002 et 2003 ¹². Un nouveau phénomène se développe : la pauvreté de certains travailleurs ; selon une étude de l'INSEE d'octobre 2003, un tiers des SDF occupent un emploi, dont 1/4 en CDI. Pourtant les richesses de notre pays (PIB) se sont accrues de manière conséquente : de 1 182 milliards en 1995 à 1 557 milliards en 2004. Qui a donc profité de ces milliards ?

Si la misère perdure, c'est en raison d'un problème de répartition et non de manque de richesses. Entre 1982 et 2002, la part de la masse salariale dans l'ensemble des richesses du pays est passée de 79,3 % à 68,7 %. La part des profits a donc augmenté, atteignant 31,6 % contre 20,7 précédemment. Grosso modo, ce sont chaque année près de 150 milliards supplémentaires qui filent dans les poches des nantis. Borloo espère en restituer environ 15 sur 5 ans avec un plan hypothétique. Quelle mansuétude !

Même avec la meilleure volonté du monde, il n'est pas facile de jouer les *zorro* dans une société capitaliste où les ressources sont accaparées par les plus aisés aux dépens des plus démunis. Il faut se contenter d'un rôle de *Robin des bois* des pigeons en distribuant quelques miettes aux défavorisés tout en comptant sur l'effet d'annonce pour embobiner la population.

11 - Le Monde, 16/10/04

12 - Voir numéro précédent du Chat noir déchaîné (supplément de la région Centre), même constat dans Le Monde, 16/10/04.

Le Combat Syndicaliste est rédigé et réalisé à titre militant par des adhérents des syndicats de la CNT-AIT, chômeurs ou salariés, sur leur temps de loisir.

Syndicat intercorporatif de Châteauroux

**LE NUCLÉAIRE OU
L'ÂGE DE PIERRE?**



Brisons le silence

LA MORT de Sébastien Briard lors d'une action de stoppage d'un convoi de déchets nucléaires, la construction de nouvelles centrales, les contaminations diverses, etc. sont autant d'informations qui, relayées par les médias, se retrouvent finalement et logiquement complètement vidées de sens. La manière avec laquelle elles sont présentées et manipulées font que la population en arrive plutôt à être indifférente, ignorante et soumise. Elle ne voit pas (ou ne veut pas voir) concrètement à quel danger ce genre d'information correspond réellement, à quel monde, à quelle logique elles participent ou dans le cas de l'action anti-nucléaire, à quoi elle s'oppose. Voici un texte qui veut essayer de clarifier les choses et redonner un peu de légitimité à un refus catégorique du nucléaire pour lequel il faut exiger un arrêt immédiat. Notre argumentaire se divise en trois parties.

Un déni d'empoisonnement qui se perpétue

Aujourd'hui encore des nucléaristes prétendent ou prennent des décisions qui laissent supposer qu'il existe un seuil de radioactivité en dessous duquel il n'y aurait pas de danger. Ce seuil se définit par des normes communément appelées, par les autorités de sûreté, « admissibles ». Pourtant, et ce depuis le début de l'utilisation de cette énergie, la démonstration la plus éloquente de cette tromperie réside déjà dans la baisse continue de ces normes décrétées admissibles et du seuil lui-même.

Ces normes supposées inoffensives sont en réalité jugées acceptables par les technocrates. C'est ce qui explique l'emploi du terme admissibles pour les définir. Ce terme sous-entend le fait qu'il est supportable, non par l'individu qui est touché, mais par la société dans son ensemble. En

effet, ces prétendus responsables ne peuvent rien ignorer des rapports de la Commission internationale de protection radiologique qui fait référence internationale en matière de radioprotection, à laquelle certains spécialistes français participent. Les recommandations du rapport de cette commission en 1990 affirment que toute dose de radioactivité, même minime ou naturelle, comporte un risque de cancer, de morbidité, de malformations génétiques, etc. Aucun spécialiste sérieux ne peut défendre cette notion de seuil ou nier l'effet de faibles doses, même infimes, voire naturelles ou cumulables. Nul ne peut soutenir que l'impact sanitaire des centrales en fonctionnement normal est inexistant. Ce risque même faible existe, il est calculable et proportionnel à la dose reçue dans une population donnée. L'impact de cette pollution sera plus ou moins important, voire peut-être minime par le nombre que cela



nucléaire

représente, mais pas moins grave pour la ou les personnes touchées par cette loterie nucléaire. Malgré les idées propagées par le lobby nucléaire, une centrale en fonctionnement normal pollue. Elle rejette des radionucléides dans ses effluents liquides et gazeux dans des quantités considérées comme faibles et en dessous des normes admissibles. Il n'en reste pas moins que les doses de contaminations qui sont ainsi relâchées ou dispersées, qui sont jugées acceptables par nos gestionnaires, conduiront au sacrifice d'un certain nombre de personnes sur l'autel du progrès. Mais pour ces technocrates la balance avantages/inconvénients reste favorable ! Combien de morts sommes-nous prêts à accepter en sacrifice pour satisfaire notre « bien-être » ? Pour nous cette logique n'est pas acceptable.

La perversité de tout cela pour les individus, c'est que les effets de cette radioactivité sont invisibles, dilués et

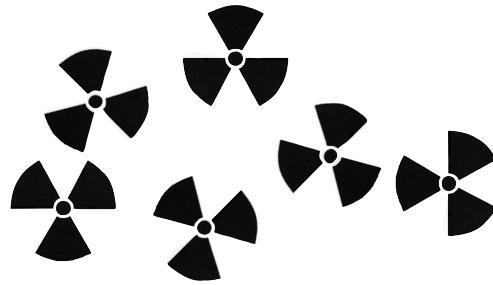
différés dans le temps. On ne peut dire qui précisément développera un cancer et pourquoi, et si ce cancer est d'origine radiologique. Quand le préjudice apparaît, on n'a aucun moyen d'en prouver l'origine. Néanmoins l'effet n'est pas le résultat du hasard. Les personnes aux conditions de vie, d'alimentation ou sanitaires les plus précaires seront susceptibles d'être proportionnellement les plus touchées (mineurs, intérimaires du nucléaire ou autre, personnes aux revenus modestes, etc.). D'autres catégories de la population sont également plus exposées, comme les femmes enceintes, les vieillards, les enfants en bas âge. Certains ne sont pas encore nés ou conçus qu'ils en traînent déjà le fardeau héréditaire.

Comme le problème des cancers et autre morbidité ne peut plus être occulté, on prétend ici et là dans divers médias que l'origine de certains cancers serait la cigarette, le patrimoine

génétique des individus, l'environnement, etc. sans même que la responsabilité nucléaire soit bien souvent citée. La pollution nucléaire est à notre connaissance la seule à avoir un **facteur de risque** élaboré qui peut permettre d'évaluer numériquement ses conséquences sanitaires. Pourtant elle n'est jamais incriminée. Même s'il ne faut pas attribuer au nucléaire la responsabilité de tous les cancers et autres maladies et malformations, il est certainement avec la chimie un des facteurs les plus déterminants.

En réalité, seuls l'État et ses experts peuvent avoir les moyens techniques et statistiques pour estimer le coût sanitaire que la population aura à payer. Exiger que l'État produise ce genre de travail reviendrait à lui demander en réalité qu'il prouve sa culpabilité. On peut légitimement douter de la bonne réalisation, de la bonne interprétation des études qui

(suite page 8)



Brisons le

(suite de la page 7)

seraient réalisées à cet effet. En définitive, la population se retrouve ainsi à n'avoir aucun moyen de prouver le détournement qu'elle est obligée de payer pour l'emploi de cette énergie mortifère.

Une gestion catastrophique

Pour ceux qui sont amenés à gouverner, à gérer cette aberration et dissimuler cette tromperie étatique manifeste, il faut anticiper les problèmes afin de ne pas être dépassés. Il leur faut nous culpabiliser ou nous persuader que tout cela est naturel afin de désamorcer au maximum des révoltes toujours possibles. Pour enrayer au maximum ces désordres sociaux et peut-être se persuader eux-mêmes de leur bonne conscience, il leur faut nous convaincre du bien-fondé de ce choix énergétique. Pour cela les entreprises de publicité orchestrées par Aréva ou EDF (véritables entreprises de propagande idéologique) sont en train de nous préparer, de nous conditionner comme co-responsables de la future catastrophe, voire à une certaine collaboration ou prise en charge du désastre. Cette propagande sent comme une vague odeur de chantage, de corruption, du genre : « c'est parce que tu profites d'une vie confortable et du progrès technique, qu'existe le nucléaire et tu n'as qu'à te taire ». Cet endoctrinement donne une importance illusoire au choix du consommateur et du citoyen, pour mieux engager sa responsabilité dans la poursuite de ce programme énergétique et la marche de la société en général.

L'État, EDF, le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), qui sont conscients que l'accident majeur est possible en France, prennent déjà les mesures qui s'imposent afin de pouvoir garder le contrôle de la situation. Les autorités préparent la gestion militaire d'un tel accident. Elles s'entraînent à l'évacuation, au confinement, à la maîtrise de la population, etc. Pour confirmer ces affirmations, la gestion par exemple des déchets est l'illustration parfaite d'une population tout à fait accessoire et d'une démocratie de fait illusoire. En effet deux décisions qui avaient été reportées au niveau national semblent maintenant revenir pour s'imposer en force au niveau européen¹. Celle de vouloir introduire dans la production industrielle des matériaux faiblement contaminés, des déchets dits de faibles activités, en les incorporant dans les objets usuels (voitures, casseroles, etc.). Il est question également d'autoriser à la vente les produits alimentaires faiblement contaminés. Cette contamination, en dessous de la norme admissible décrétée sans danger par les experts, ne sera mentionnée sur aucun produit. Ces normes ont été bien évidemment fixées assez élevées pour diminuer au maximum ce problème embarrassant de stockage des déchets, mais également pour faire face en plus, en cas d'accident majeur, à des problèmes par exemple d'approvisionnement de nourriture dite saine. Gestion oblige !

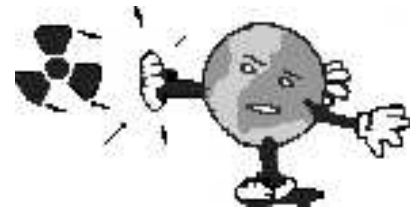
La prévision de l'accident grave peut expliquer aussi que l'État veuille décharger sa responsabilité sur le secteur privé et sur une population complice et volontaire. Pour les uns le

capitalisme, pour les autres l'homme en général seront des coupables tout désignés pour innocenter les plus fervents partisans du lobby nucléaire militaro-industriel et scientifique. Si l'on ne peut évacuer complètement la responsabilité de l'individu face à ce qu'on lui impose, il ne faut tout de même pas oublier cette logique de production et de consommation à laquelle sont formatés et désormais dépendants les individus pour leur survie. Pour y échapper, individuellement, cela représente une marginalisation de plus en plus difficile à assumer. Cette logique de production est devenue de fait les grilles idéologiques de l'esclavage moderne, de notre dépossession généralisée, le faire-valoir de leur propagande et la justification de leur engrenage mortifère.

Une technologie qui ne peut pas être neutre

Le choix ou la gestion même du nucléaire ne peut pas être vu comme neutre ou innocent d'autant plus quand l'on sait que l'État peut fort bien se passer de nucléaire pour la production d'électricité. Les solutions existent dans ce système avec les centrales au fioul, au gaz, au charbon, dont EDF exporte la technologie. Les conséquences sur la santé, sur la société humaine sont tout de même incomparables avec celles du nucléaire même si elles servent, elles aussi, cette société productiviste et centraliste.

Le nucléaire a été imposé à la population et il est évident que ce choix du nucléaire n'est pas anodin, son effet sur la société n'est pas neutre,



silence nucléaire (suite)

bien au contraire. Les conséquences de l'utilisation de cette énergie nucléaire ne sont pas seulement sanitaires, elles ont également des répercussions sur la psychologie de l'individu et la société dans son ensemble. La peur, la soumission qu'elle génère inévitablement, et cela depuis les premiers essais de la bombe, sont certainement les principales raisons de son utilisation et de la capitulation, de l'adhésion apparente de la population au monde moderne. Avec le nucléaire on ne fait pas n'importe quoi pour sa gestion comme pour s'y opposer. L'utilisation de cette énergie nucléaire à des buts prétendument pacifiques, induit dans ce monde des exigences de spécialisation, de sécurité, de contrôle, de militarisation avec un État incontournable. Elle induit aussi des comportements logiques que sont l'aveuglement, le nihilisme et le réformisme. C'est pourquoi avec le nucléaire s'impose insidieusement aussi la cogestion qui pense sincèrement limiter ou empêcher le désastre. La cogestion c'est une relative stabilité sociale par la soumission et l'adhésion assurée au monde industriel. Ce que chacun peut constater aisément aujourd'hui.

Tous ces gestionnaires ou aspirants gestionnaires de l'État sont pronucléaires ou seront amenés à le devenir. Ils aident ainsi à prolonger le nucléaire en maintenant la population le plus possible dans l'ignorance ou dans des mensonges crédibles, pour assurer au mieux le maintien de cette société technocratique et industrielle. Les experts y font foi et loi. Peu importe quel parti a en charge la ges-

tion de cette aberration et les solutions électorales pour s'en débarrasser sont illusoire. Les Verts ne sont guère différents des autres gestionnaires en abondant dans le sens d'une hyper-sécurisation que seul l'État, dont ils sont les garants, est susceptible d'assurer. En réalité, il n'y a pas de bonnes gestions du nucléaire ni de résistance miracle ou de victoire prête à consommer.

Cet État, sous des airs démocratiques, assimile, dans sa nouvelle loi de sécurité intérieure², tout opposant à un terroriste. La gestion du nucléaire civil relève dorénavant du ministère de la Défense. Alors quelle légitimité peut-on accorder au vote pour organiser notre gestion, nos obsèques, notre « sécurité sociale », après nous avoir pris pour des sujets cobayes ? Là comme dans d'autres domaines, la population consciente des risques sanitaires et totalitaires ne peut compter que sur elle-même pour s'opposer efficacement à ce terrorisme d'État.

Pour un antinucléaire, ce serait une erreur que d'attendre un accident majeur et la réaction de la population pour manifester son refus de cette technologie. Les difficultés économiques, sanitaires et autres que cela occasionnerait, la gestion militaire qui sera mis en place, nous empêcheront d'autant plus d'agir et de nous opposer à cette logique technocratique délirante. N'attendons pas la catastrophe ici pour être antinucléaire. Car, de l'avis même des experts, nous sommes loin d'être à l'abri de ce type d'accident aux conséquences incalculables en France. Si, et ce n'est pas certain, une partie de la population était évacuée, elle se

retrouverait transformée en émigrés et ainsi condamnée à subir ce qu'elle reproche aujourd'hui à d'autres ! Quant aux RMastes, entre autres, ils se trouveront désignés comme liquidateurs.

C'est pour toutes les raisons qui ont été invoquées ici, qu'il est complètement aberrant de demander un arrêt différé en 20 ans. Le danger ne doit pas être minimisé, il faut donc exiger un arrêt immédiat du nucléaire.

Ce constat est alarmant mais nécessaire. Nous devons manifester partout où cela nous est possible notre refus de cette technologie, que ce soit dans des discussions-débats sur la question, ou bien en empêchant par exemple la circulation des convois de déchets comme ont essayé de le faire Sébastien Briard et ses camarades. Cette action représente un bon axe de lutte pour s'opposer à l'ensemble de la filière et à la continuité du nucléaire.

Si un mouvement d'opposition radical arrivait à imposer au pouvoir d'abandonner le nucléaire, cela ne voudrait pas signifier pour autant que le système serait perdu. Ce serait bien évidemment une victoire bien réformatrice et limitée. Par contre cette victoire pourrait certainement nous en faire espérer d'autres et laisserait un espoir à la lutte et à la vie.

J & J,

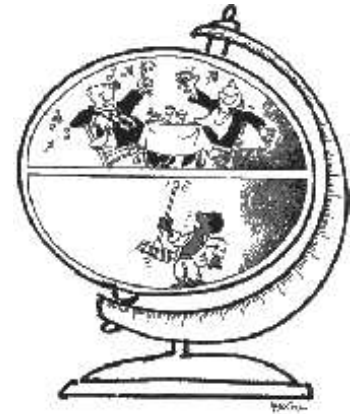
syndicat intercorporatif de l'Essonne

1 - Source : CRIIRAD - Trait d'union n°29/30.
Le Cime, 471 avenue Victor Hugo 26000
Valence. Email : contact@criirad.org
<http://www.criirad.org>

2 - Arrêté du 24/07/2003, publié au JO le 9/08
relatif à « la protection du secret de la défense
nationale » et décret du 8/09/2003 « portant
création du comité inter-ministériel aux crises
nucléaires ou radiologiques » (CICNR).

Le raz de marée qui fait déborder la vase

Le tsunami qui a dévasté l'Asie du Sud-Est nous amène à contempler la misère du monde. La Terre prend alors des allures de mare fangeuse.



CETTE CATASTROPHE incite à quelques analyses critiques sur le fonctionnement de nos sociétés. Tout d'abord en ce qui concerne le mythe de l'État à travers l'exemple de l'Inde : voilà un pays qui s'est doté de l'arme atomique en investissant des milliards qui auraient dû être consacrés au bien-être des populations ou à des mesures de protection contre les catastrophes naturelles. C'est aussi au nom de l'image du pouvoir que l'État indien a refusé l'aide internationale. Il faut dire que la volonté hégémonique des États-Unis désirant tout contrôler n'a rien arrangé.

On a également pu être choqué par les déclarations occidentales : touristes se lamentant sur la perte de leurs appareils photo et de leurs portables ou focalisation régulière, en particulier le premier jour, sur les plagistes occidentaux victimes de la catastrophe, en oubliant la situation bien plus tragique des populations autochtones.

Enfin, l'élan de générosité dont font preuve les pays riches, bien qu'appréciable, doit être relativisé. Sans la présence de ressortissants occidentaux, la solidarité aurait-elle été aussi forte ? Mais surtout on peut déplorer que le Nord se limite à une aide ponctuelle, c'est d'ailleurs un grief adressé par Jan Egeland, secrétaire général adjoint des Nations unies ou Médecins sans frontières, qui a tenu à rappeler l'existence de nombreuses autres tragédies nécessitant une aide internationale.

Dans son rapport rendu le 6 décembre, l'ONG Oxfam a épinglé les pays riches qui ne respectent pas les

promesses faites en 2000 de réduire de moitié la misère et la faim dans le monde (« Objectifs du millénaire » ou ODM) : l'aide publique au développement qui devait atteindre 0,7 % du revenu national ne dépasse pas 0,25 % en moyenne. Oxfam déclare que « 20 à 25 milliards de dollars sont nécessaires pour atteindre les ODM en Afrique, soit autant que ce que les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France dépensent en exportations d'armes vers les pays en développement, et moins que la consommation globale en cosmétiques et en maquillage ». L'ONG dénonce également l'usage stratégique de l'aide « utilisée comme un outil politique » de mise au pas des pays pauvres.

D'après un autre rapport du Fonds des Nations unies pour la population publié le 18 septembre, 28 milliards de personnes tentent de survivre avec moins de 2 dollars par jour. La faiblesse de l'aide internationale y est aussi pointée du doigt : les pays riches avaient promis 6,1 milliards par an¹ ; or les contributions n'atteignent que 3,1 milliards en 2002, dernière année où les chiffres sont connus².

L'UNICEF a tiré la sonnette d'alarme dans son rapport annuel sur la situation des enfants dans le monde, publié le 9 décembre 2004. Près d'un milliard d'enfants, soit 1 sur 2, vivent dans la pauvreté selon 7 « privations fondamentales » : nourriture pour 90 millions d'entre eux, logement pour 640 millions, eau potable pour 400 millions, services de santé pour 270 millions, scolarité pour 140 millions. Environ 700 millions d'enfants souffrent de la privation d'au moins 2 de ces éléments. La

pingrerie des pays riches est encore une fois mise en cause³. En outre sur les 3,6 millions de victimes de conflits armés depuis 1990, la moitié sont des enfants ; on a pu constater que l'opération américaine en Irak n'a pas dérogé à cette triste règle. Plus de 30 000 enfants meurent chaque jour de causes prévisibles comme la faim. **Chaque semaine il meurt dans le monde autant d'enfants qu'il y a eu officiellement de victimes du tsunami.**

Ce raz de marée a simplement rafraîchi la mémoire des pays riches en rappelant la misère des populations vivant autour des « paradis touristiques » et les conditions de vie à l'autre bout du globe. N'oublions pas que cette pauvreté est « notre » œuvre : colonisation, échanges inégaux... On peut retirer au moins 2 enseignements de cette tragédie. D'une part, les populations en difficulté ont appris à organiser leur propre solidarité sans compter vainement sur l'aide de l'État. D'autre part, les pays riches ont les moyens de débloquent des sommes importantes (pour le moment, il s'agit surtout de promesses) pour venir en aide aux plus nécessiteux. Ce drame révèle un certain égoïsme de nos sociétés qui ne s'intéressent au reste du monde qu'à l'occasion d'une tragédie historique. Mais à qui la faute ? Nos économies produisent des richesses croissantes qui ne profitent guère aux travailleurs et engraisent nos dirigeants. Les rencontres entre chefs d'État ont démontré leurs faiblesses.

Dans l'intérêt de tous, au Nord comme au Sud, il faut œuvrer pour l'instauration d'un nouvel ordre économi-

que mondial garant d'une répartition équitable et d'un usage plus juste des richesses. À cet égard, la revendication d'une taxation des profits pour aider les pays pauvres, défendue par Chirac lui-même, pose quelques problèmes majeurs. Tout d'abord elle conduirait à légitimer l'exploitation capitaliste en se donnant bonne conscience grâce à l'octroi d'une simple aumône. De fait, cela conduirait à pérenniser la misère et l'oppression des travailleurs sans que l'on remette véritablement en cause la situation actuelle. Les gros patrons n'auront plus qu'à pressurer un peu plus leurs salariés pour maintenir leur marge de profits tout en s'acquittant de cette taxe. On occulterait aussi à peu de frais les dégâts et les conséquences encore vivantes du colonialisme. Ensuite, les dons sont souvent détournés par les maîtres du pouvoir (gouvernement, cacique local...) et ne profitent pas toujours aux populations démunies. Difficile d'être certain qu'elle soit utilisée à bon escient. En définitive, la taxe « Tobbin » pourrait se révéler contre-productive et inefficace pour soulager les maux des peuples défavorisés.

Il ne saurait y avoir de capitalisme à visage humain. Le seul remède consiste à assurer la jouissance et la gestion des richesses produites par les travailleurs eux-mêmes, dans un système de solidarité internationale débarrassé des frictions inhérentes à l'organisation des sociétés sous la forme d'État-nation. L'Association internationale des travailleurs constitue la première pierre de cet édifice. Si j'aspire à son développement, c'est dans l'espoir que les populations noyées dans les sables mouvants d'un système d'exploitation mondialisé pourront se raccrocher à une branche de cet arbre grandissant.

Syndicat intercorporatif de Châteauroux

- 1 - Conférence du Caire en 1994.
2 - Le Monde, 15/09/04.
3 - Le Monde, 10/12/04.

Le capitalisme se porte bien, merci pour lui !

RAS-LE-BOL DU TSUNAMI de solidarité qui nous submerge après le tsunami asiatique ! Ras-le-bol de cette solidarité obligée, dûment médiatisée, derrière laquelle a vite disparu toute analyse des causes de cette catastrophe naturelle. Ou plutôt des conséquences non naturelles d'une catastrophe pas si naturelle que ça !

Car qu'est-ce qu'il y a de naturel là-dedans ? Un séisme sous-marin qui cause un raz de marée. C'est tout.

Mais l'amplitude prise par le raz de marée due à l'élévation du niveau des océans, due elle-même à la fonte de certains glaciers, due elle-même à l'effet de serre, est-ce naturel ?

Mais l'absence de ces dissipateurs de l'énergie de la vague qu'auraient été les massifs coralliens (détruits pour alimenter le commerce des souvenirs) et les mangroves (remplacées par des équipements touristiques les-pieds-dans-l'eau), est-ce naturel ?

Mais l'exposition au raz de marée de populations nombreuses attirées sur le littoral par la manne touristique, est-ce naturel ?

Mais la non-circulation de l'information d'alerte jusqu'au niveau local où elle aurait été précieuse si elle était parvenue en temps utile, est-ce naturel ?

Mais l'absence de services d'urgence et d'infrastructures sanitaires susceptibles d'intervenir rapidement de manière planifiée auprès des populations sinistrées, est-ce naturel ?

Ne sont pas naturelles les graves perturbations climatiques causées par le niveau de consommation des pays riches.

N'est pas naturel le sous-développement où sont maintenus les pays du tiers monde. Sous-développement qui les confine, entre autres, dans un rôle de cour de récréation des pays riches ; sous-développement qui leur interdit de bénéficier des infrastructures et des services publics qui caractérisent les pays développés (et, de grâce, qu'on nous épargne l'ode à l'admirable entraide des pau-

vres !). Mais sous-développement où s'épanouit au mieux le capitalisme hors de la tutelle de l'administration (voir les délocalisations).

Le tsunami, dans toutes ses implications, est moins une catastrophe naturelle qu'une conséquence de la mise en coupe réglée des pays du tiers monde par le capitalisme international.

L'autre face de l'exploitation que nous connaissons dans les pays riches, c'est le colonialisme que subissent les peuples du tiers monde. Il n'y a pas eu de période post-coloniale : il suffit de visiter ces pays (autrement qu'en vampirisant leurs cultures et leurs paysages) pour se rendre compte de la vitalité du colonialisme économique et culturel qu'ils subissent plus que jamais. À quand la prochaine catastrophe « naturelle » qui endeuillera le tiers monde ?

Pour finir, un petit rappel : en avril 1991, le Bangladesh essuya à lui seul un cyclone qui fit 500 000 morts. Mais il n'y avait pas de touristes occidentaux sur place. Alors, on a vite oublié : c'est passé aux pertes et profits de la gestion capitaliste de la planète !

*Jean-Louis,
syndicat intercorporatif de l'Hérault*

Quand la Bourse danse sur le dos des morts !

LES SÉISMES ET LES TSUNAMIS en Asie du Sud-Est ont tué des dizaines de milliers de personnes. Mais les Bourses d'Indonésie et d'Inde battent des records. Pour les investisseurs, le chiffre clé n'a pas été le bilan humain : le monde des affaires s'est surtout penché sur des études constatant que les compagnies d'assurances étrangères, sortaient quasiment indemnes des vagues meurtrières.

« Il est évident qu'avec de si importantes pertes en vies humaines, il faudra beaucoup de temps pour nettoyer les débris, enterrer les morts et retrouver les disparus. Mais ce n'est pas nécessairement un si grand événement en termes économiques », remarque Eddie Wong, analyste en chef pour l'Asie à la banque ABM Amro. « Les dommages subis par les bons hôtels ne semblent pas graves et il y a aussi des gagnants en termes économiques, tels que les producteurs de ciment ».

En Indonésie, les cadavres qui s'entassent sont sans grande conséquence pour l'économie mondiale. Les ressources les plus importantes sont le pétrole et le gaz, sur lesquels aucun dégât n'a été constaté. La Bourse de Jakarta a atteint de nouveaux records à la hausse. En Inde la Bourse de Bombay a enregistré une légère hausse. Les marchés occidentaux ont ignoré la catastrophe : Wall Street a terminé à son plus haut niveau depuis trois ans et demi.

Le capital, véritable fossoyeur de l'humanité, démontre ses capacités de nuisance en faisant fi des pertes humaines au profit des actionnaires. Une fois de plus, ce qui se passe au Sud n'a pas beaucoup de valeur pour les boursicotiers du Nord, l'argent ayant plus de valeur et d'intérêt que les habitants du tiers-monde, pourtant bien utiles au développement des économies nordistes. Mais que les gros rentiers du capital international se rassurent, une fois que les médias auront trouvé d'autres sujets de dissertation, le tourisme sexuel ainsi que l'exploitation néo-libérale pourront reprendre le cours de leurs activités en toute impunité.

Mescal, syndicat intercorporatif de Rennes



menace pour la planète

SE NOURRIR est un besoin vital, une nécessité pour vivre, devenue également élément de convivialité, voire moment de plaisir. Cependant, le productivisme capitaliste, en s'appuyant sur des « dérapages technologiques », bouleverse cette donnée, transformant l'alimentation en danger potentiel. Parce que la rentabilité et l'enrichissement des dominants sont les piliers du fonctionnement de notre société, des substances nuisibles sont introduites dans notre nourriture. Il s'agit d'un problème inhérent aux bases essentielles de nos sociétés. Meurtre d'un militant de Greenpeace dans l'attentat contre le Rainbow Warrior, victimes sacrifiées dans les scandales du sang contaminé ou de l'amiante, drame d'AZF ou de Bhopal, prolifération des usines dangereuses... Nos vies ne valent pas grand-chose si elles sont en contradiction avec les intérêts de l'État ou du patronat.

Boire du lait, croquer une pomme : des gestes dangereux ?

L'insécurité s'étend au point que nous sommes même en danger tranquillement attablés pour déjeuner ! Toutefois, ce n'est pas la faute de quelconques « sauvageons », mais de notre agriculture.

capitalisme : un danger pour l'humanité, une



En juillet dernier, ce cher De Villiers a joué les frondeurs en partant en croisade contre le *régent*. Des analyses menées en Vendée, dans le cadre de l'enquête sur la surmortalité des abeilles mettant en cause le *régent* (fipronil) et le *gaucho* (imidaclopride), ont en effet révélé que le lait de vache est contaminé par la molécule du *régent*, utilisé pour traiter le maïs alimentant les bêtes. C'est toute la chaîne alimentaire, y compris les êtres humains, qui est donc concernée par cette pollution. L'affaire n'est nullement une découverte. Une enquête lancée en 2002, instruite par le juge Guary, étudie les conséquences des pesticides sur les abeilles et les personnes, notamment les paysans. Les dirigeants de BASF Agro et Bayer Cropscience France ont été mis en examen pour « mise en vente de produits toxiques ». En janvier 2004, la Commission d'étude de la toxicité (Comtex) a demandé que le fipronil ne soit plus autorisé. Le 23 février, le ministère de l'Agriculture a interdit sa commercialisation, mais accepte que les agriculteurs écoulent les stocks possédés. Gaymard a bien précisé que les 2 procédures n'étaient pas liées, qu'il appliquait seulement un principe de précaution¹. Autrement dit, il ouvre son parapluie pour se couvrir, mais ne condamne pas les géants industriels. Thierry Klinger, directeur général de l'alimentation, avait déclaré que ces 2 produits étaient sans danger. Les réserves des politiques contrastent bizarrement avec les conclusions d'experts, tel le professeur Narbonne de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA), qui atteste des nuisances

causées par le *régent* et le *gaucho*, tant pour les abeilles (travaux du professeur Bonmatin) que pour les êtres humains (du fipronil a été détecté dans le sang de vétérinaires ; chez les enfants, le dépassement de la « dose journalière admissible » peut atteindre les 200 %). Interviewé par D. Michonneau de *La Nouvelle République du Centre-Est*, le professeur Narbonne s'interroge sur l'absence de réaction immédiate lorsque la contamination de l'alimentation a été observée, l'AFSSA et le ministère de la Santé n'ayant pas été saisis.

C'est aussi en juillet que la Commission européenne a rendu son rapport annuel concernant la présence de pesticides et de désherbants dans les fruits, les légumes et les céréales². Le constat est des plus alarmants. Sur 46 000 échantillons analysés provenant de 18 pays, 42 % sont contaminés par des pesticides ou des désherbants. 53 % des produits français sont touchés, dont 9 % à des taux dépassant les normes maximales autorisées ! « *En Europe, entre 1996 et 2002, le pourcentage de fruits, légumes et céréales atteignant ou dépassant les teneurs en pesticides autorisés, a augmenté (passant de 3 à 5,5 %)* ». Il faut dire que nous sommes le 3^e consommateur mondial de pesticides derrière les États-Unis et le Japon. Selon Sophie Gallotti, de l'AFSSA, les pesticides de surface sont aux 3/4 éliminés par le lavage ou l'épluchage ; pour le reste... bon appétit !

En Angleterre, le journal *The Observer* a défrayé la chronique en tirant à plusieurs reprises la sonnette d'alarme contre les méfaits de la
(suite page 14)

1 - « Insecticides: le Régent suspendu, le Gaucho suspecté », *La Nouvelle République du Centre-Est*, 24/02/04.

2 - « Des fruits et légumes de plus en plus contaminés » de J. Lasterade, *Libération*, 24/07/04.



(suite de la page 13)

Libération, 11/08/04. - 3

Libération, 16/08/04. - 4

pollution. Un article a d'abord laissé entendre que des traces de Prozac auraient été détectées dans l'eau du robinet. L'Agence britannique de l'environnement a démenti cette information en expliquant qu'il s'agissait sans doute d'une confusion, car si une étude a bien démontré que des produits pharmaceutiques étaient présents dans les eaux usées, le Prozac n'a pas été mentionné. Sur 12 substances recherchées, 10 ont été retrouvées, dont un antidépresseur, et 8 ont pu être détectées dans une rivière après passage dans une station de traitement des eaux. L'Institut français de l'environnement (IFEN), qui analyse les rivières françaises, a révélé en juillet que 75 % des points contrôlés présentaient des traces de pesticides, tout comme 57 % des eaux souterraines. Si les conséquences dramatiques pour les poissons ont été attestées (stérilité, mutation...), aucune étude n'a encore cerné les risques pour l'environnement ou les êtres humains. En outre, les prélèvements effectués ne recherchent pas de résidus médicamenteux, donc ne peuvent pas en déceler³. Une semaine plus tard, ce même journal publiait un article reprenant un rapport du Royal Institute of Public Health, selon lequel les maladies neurologiques (Parkinson et Alzheimer) auraient augmenté entre 1979 et 1997 en raison de la pollution, mettant en cause : pesticides, rejets industriels, déchets domestiques, pollution automobile et « malbouffe ». Une étude menée dans 10 pays occidentaux montre par exemple qu'en Grande-Bretagne, les décès liés à la sénilité sont passés de 3 000 à 10 000 (la progression est moins forte en France), avec une augmentation moyenne d'environ 50 % pour l'ensemble des

pays étudiés, en tenant compte de l'accroissement de l'espérance de vie et d'une meilleure détection de ces maladies⁴.

À qui la faute ?

Il ressort de ces différents problèmes que l'eau et les aliments que nous consommons peuvent être contaminés par des substances dangereuses et avoir des répercussions graves sur notre santé, comme sur certains animaux et sur notre environnement en général. La pollution industrielle et agricole est indéniablement mise en cause. Il ne faudrait pas pour autant en déduire que les paysans sont des psychopathes. Le véritable responsable... c'est « nous ». Notre mode de vie, mais surtout notre système de production privilégie la rentabilité et le productivisme aux dépens du bien-être des travailleurs ou du respect de notre environnement. Face à la concurrence et aux pressions des réseaux de distribution des produits agricoles (l'industrie est confrontée au même mal), il est difficile de ne pas recourir aux produits chimiques nocifs mais « efficaces », utilisés par les autres exploitants. Les scrupules sont vite étouffés par les valeurs dominantes de notre société : réussite sociale par l'enrichissement, individualisme, foi absolue accordée au progrès technologique et à la supériorité de notre mode de vie, etc.

Pour rompre avec cette logique destructrice, il est nécessaire de bouleverser les bases de notre société, d'où l'intégration de ce propos dans une perspective anarchosyndicaliste. Dans un premier temps, on peut considérer que la solution commence par favoriser les initiatives d'agriculture paysanne « propre » ou « bio », en prenant garde à la récupération commerciale. Cependant, cette approche s'avère limitée : louable, mais insuffisante. Puisque le problème découle d'un souci d'abaissement des coûts de production pour accroître les profits, la remise en cause de cette logique se traduit par les prix élevés des produits « propres ». En conséquence, ils restent peu accessibles aux masses. Les inégalités de fortune doivent également être résolues. Modification des comportements individuels et des structures sociales sont indispensables pour mettre un terme à notre propre empoisonnement. Le système social étant en cause, la solution passe par une révolution sociale.

Syndicat intercorporatif de Châteauroux

Algérie et terrorisme



En 2004 est paru un livre sur l'Algérie qui n'a eu aucun retentissement médiatique : « Françalgérie crimes et mensonges d'États », de Lounis Aggoun et Jean-Baptiste Rivoire éditions La Découverte, 23 euros.

LES AUTEURS, deux journalistes dont le courage est à saluer, ont produit un travail très bien documenté sur la situation algérienne, même si l'on peut légitimement avoir quelques réserves sur leurs conclusions citoyennistes (comment, en lisant l'histoire des complicités entre l'État français et les généraux algériens, peut-on encore s'illusionner sur la réalité de l'État de droit qu'ils appellent de leurs vœux ?).

Pour expliquer les massacres qui se perpétuent depuis 1988, les auteurs rappellent les conditions de la colonisation en 1830, qualifiées de logique génocidaire ayant fait au moins 700 000 victimes. Ensuite la guerre d'indépendance de 1945 à 1962 provoqua 300 000 morts. Enfin la « sale guerre des généraux éradicateurs » de 1988 à nos jours a déjà provoqué 200 000 victimes, des milliers de disparus, des milliers de personnes déplacées ou exilées.

Les auteurs n'hésitent pas à mettre en cause l'armée française et ses pratiques : ses techniques de faux maquis, d'infiltration, de torture, de guerre psychologique, etc., qui serviront de référence à la Sécurité militaire algérienne dans ses propres opérations ultérieures de manipulation, de terreur, de massacre. Mais le Front de libération nationale n'est pas innocent non plus. En effet les déserteurs de l'armée française (appelés les DAF) incorporés

au FLN deviendront par la suite les principaux acteurs de la « sale guerre » : les généraux du clan Belkheir.

Les journalistes rappellent la méthodique liquidation des opposants, la conquête du pouvoir et le coup d'état d'Houari Boumediene en 1965 appuyé par l'armée de l'extérieur cantonnée au Maroc et en Tunisie. Par la suite le réseau développé par Larbi Belkheir finira par s'imposer en s'emparant de postes de décisions importants, comme la sécurité militaire. Il instrumentalisa le Front islamique du salut, utilisant tout d'abord la victoire de ce dernier aux élections municipales de 90 pour faire peur, et ensuite pousser au développement des Groupes islamistes armés, justifiant ainsi l'état de siège auprès de l'opinion publique internationale. Larbi Belkheir, dont personne ne parle jamais, réussit à être l'homme fort du régime sans jamais ou presque, devoir sortir des coulisses.

Les auteurs du livre restent nuancés : ils n'affirment nulle part que tous les islamistes sont des agents du pouvoir. Néanmoins ils prouvent, documents à l'appui, que la Sécurité militaire a infiltré les GIA, et qu'elle a créé de toutes pièces des maquis prétendument islamistes (les plus barbares en toute logique).

Ils dénoncent également la complicité de l'État français et de ses services de renseignements, qu'il

s'agisse de traquer ou de permettre l'assassinat en France d'opposants au régime, ou de désinformer l'opinion (par exemple en France, les attentats et les agissements dits islamistes – divers attentats dont celui du RER à Paris, ainsi que certains enlèvements d'otages au Liban – étaient en réalité téléguidés par la Sécurité militaire algérienne qui faisait pression sur l'État français pour qu'il continue à collaborer dans la répression des opposants).

Rompant aussi avec l'opinion courante, ce livre nous rappelle que les accords militaires entre la France et l'Algérie n'ont jamais cessé depuis 1962. En effet, les 4 centres d'essais atomiques dans le Sahara ont été maintenus jusqu'en 67, le centre d'essais B2 Namous pour les armes chimiques et biologiques jusqu'en 78, le tout protégé comme il se doit par l'armée algérienne... des exemples flagrants de raisons d'États qui savent s'entendre pour entretenir des outils de terreur et de domination.

Malgré son aspect résolument didactique, voire journalistique, nous considérons qu'il s'agit d'un livre de fond, l'un des rares qui méritent d'être lus sur le régime algérien actuel.

Syndicat intercorporatif de l'Essonne



« Pas de guerre
entre les peuples
ni de paix
entre les classes »...

En passant

« La grande association économique des travailleurs intellectuels et manuels, et non le parti, voilà le pont qui nous conduira à la société socialiste et ce pont doit être jeté par les masses elles-mêmes, aujourd'hui esclaves du salariat »¹.

« Les soviets trahis - 1
par les bolcheviks,
la faillite
du communisme
d'État »,
R. Rocker,
éd. Spartacus,
Paris, 1973.

PAR CES MOTS, prononcés en 1921, Rudolf Rocker annonçait la reconstitution de la première internationale. En juillet 1922, il est chargé de rédiger l'ébauche d'une déclaration de principes tandis que la date du congrès constitutif de l'Association internationale des travailleurs était fixée à Berlin, du 25 décembre 1922 au 2 janvier 1923. La FORA argentine, les IWW chiliens, l'APS danoise, la NAS hollandaise, l'USI italienne, les CGT mexicaine et portugaise, la NSF norvégienne, la SAC suédoise envoient des délégués et fondent la nouvelle association qui appelle à l'abolition du monopole économique et social « grâce aux communautés économiques et aux organismes administratifs de la campagne et des usines, sur la base d'un système libre de conseils, émancipés de toute subordination à tout pouvoir ou parti politique [...] En conséquence, elle n'a pas pour but la conquête des pouvoirs politiques, mais l'abolition de toute fonction d'État dans la vie sociale »². La CNT espagnole, qui subissait la dictature de Primo de Rivera, confirme son adhésion à l'internationale lors de son congrès secret d'octobre 1923, à Saragosse.

Les 4, 5 et 6 décembre dernier, l'AIT tenait

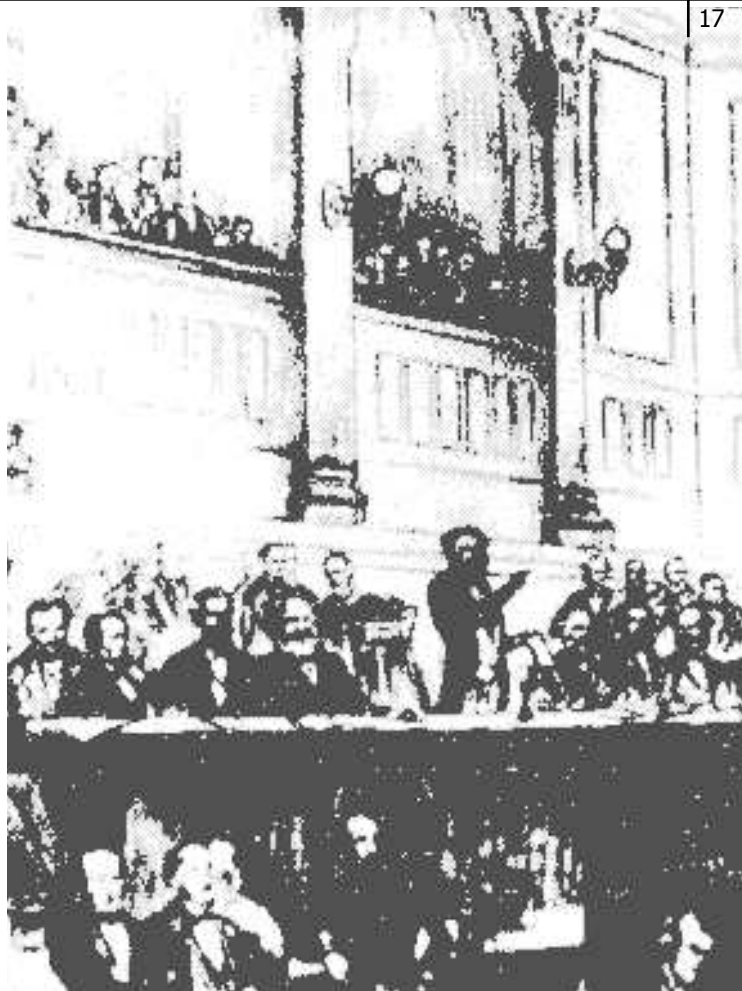
son XXII^e congrès à Grenade. Malgré l'emprise communiste sur le mouvement révolutionnaire qui a duré soixante ans, malgré les dictatures et les contre-révolutions de type fasciste, malgré la seconde guerre mondiale, les stratégies d'intégration des organisations syndicales en Europe, les dictatures, encore et toujours, sur la plus grande partie de la planète, malgré la guerre froide, après la chute du bloc communiste et la déliquescence des mouvements syndicaux et face à la globalisation de l'économie libérale, l'AIT, cette internationale refusant la tutelle des partis politiques, dont les marxistes ont annoncé cent fois la mort, décrite comme passéiste par une partie importante du mouvement libertaire lui-même, cette organisation existe toujours. Elle reste fragile, dérisoire face aux enjeux mondiaux, mais elle existe et son état de santé n'est pas si mauvais, il a été bien pire : pour tout dire, l'AIT semble se renforcer, modestement mais sensiblement.

J'en veux pour preuve qu'elle reste un enjeu.

Historiquement, notre internationale a toujours dérangé, depuis sa naissance. Sa création

« Déclaration - 2
de principes
de l'Association
internationale
des travailleurs ».

par Grenade



Réunion fondatrice de la 1^{re} Internationale en 1864, à Londres.

est intimement liée au refus des décisions prises, en 1921, par le congrès de l'Internationale syndicale rouge, et qui consacrait la subordination de cette dernière à la troisième Internationale. L'AIT s'est donc affirmée comme l'alternative révolutionnaire aux partis communistes. Par son refus de l'assujettissement des organisations ouvrières aux partis politiques, elle s'attira aussi les foudres des mouvements marxistes minoritaires. Considérée comme une concurrente par l'ensemble des marxistes, elle fut bien isolée. D'autant qu'une partie du mouvement anarchiste international adopte une tout autre stratégie que la sienne.

L'après-guerre c'est la reconstruction de l'Europe, la guerre froide : en Europe de l'Ouest, les dirigeants cherchent à contrer l'influence communiste dans les syndicats et sont prêts à certains compromis. L'objectif est d'apprivoiser le mouvement syndical... en échange de certains avantages. Même la CIA s'en mêle en finançant des syndicats européens à travers l'AIFLD³. Une partie du mouvement libertaire va s'engouffrer dans les divers types d'organismes paritaires soit en adhérant (comme en

France) à des syndicats réformistes (comme Force ouvrière), soit en prenant l'option du paritarisme au sein d'une organisation qu'ils contrôlent, comme en Suède avec la SAC qui quitte l'AIT. Plus tard, l'Espagne connaît le même dilemme qui entraîne la scission entre la CNT et la CGT. Cette tendance possibiliste du mouvement libertaire a longtemps tenté de construire sa propre internationale⁴ ; ce qui est son droit le plus strict. Mais les tentatives sont restées infructueuses. L'AIT est donc restée un enjeu permanent, et le reste aujourd'hui encore : faute de nouvelle internationale, la tentation est grande de récupérer celle qui existe, et, avec elle, son prestige, son histoire et, surtout, ses contacts.

Aujourd'hui l'offensive est menée par le secrétariat international de la FAU allemande. Membre de l'AIT, la FAU joue un rôle de franc-tireur. Ses délégués, toujours les mêmes, viennent dans les plénières et congrès pour apporter la polémique. Minoritaire, la FAU ne propose rien de constructif dans l'AIT, elle se contente de garder un vote et le sigle. Lorsqu'un accord

(suite page 18)

3 - American Institute for Free Labor Development (AIFLD), organisation écran de la CIA qui va favoriser la fusion AFL-CIO aux Etats-Unis après la guerre et financer des syndicats européens non communistes comme Force ouvrière en France. Cit. in « Des syndicats domestiqués », R. Fantasia et K. Voss, éd. Raison d'Agir, Paris, 2003.

4 - On ne citera ici que le CLIO des années 50, sous l'impulsion de personnalités comme Louis Mercier Vega.



ASI (Serbie), BKT (Bulgarie), CNT-E (Espagne), CNT-F (France), CRAS (Russie), Direct ! (Suisse), FAG (Tchéquie), FAU (Allemagne), FORA (Argentine), FORGS-COB (Brésil), NSF (Norvège), PA (Slovaquie), SF (Grande-Bretagne), SP (Portugal), USI (Italie).
Amigos de l'AIT (Colombie), ASI (Israël - Palestine), ASF (Australie), CRA (Vénézuéla), Grupo anarquista Germinal (Chili).

« Pas de guerre entre les peuples,

En passant

(suite de la page 17)

de congrès ne lui plaît pas, elle ne le respecte pas au nom de « l'autonomie des sections ». Sa principale préoccupation est de prendre des contacts grâce au sigle AIT sans les transmettre au secrétariat de l'AIT. Ainsi, a-t-elle monté une section FAU en Suisse sans en avertir Direct !, la section de l'AIT qui existe déjà dans cette région. Sa démarche s'inscrit dans une logique de concurrence loin de l'entraide qu'implique le fédéralisme. C'est que la FAU est dans une logique de rapport d'influence, son but n'est pas de construire l'AIT, mais de renforcer sa position en son sein. Peu importe si, pour cela, il soit nécessaire d'affaiblir l'internationale, l'objectif est la prise de pouvoir, non la révolution. C'est que la FAU fonctionne en réseau avec toutes les organisations qui sont parties de l'AIT d'une façon ou d'une autre : la CGT espagnole, la CNT Vignoles, l'USI Rome, la SAC suédoise... et d'autres, sur des bases idéologiques extrêmement floues comme les UNICOBAS italiens par exemple.

Travail en réseau ; prise de contacts directs dans des régions où il existe déjà des sections de l'AIT, sans les avertir ni les leur communiquer ; non-respect des accords de congrès ; tentatives de se substituer au secrétariat de l'AIT : que reste-t-il du pacte fédéral alors ? Nos organisations, fidèles à la philosophie libertaire, fonctionnent selon le principe de la libre association. Le contrat librement consenti, si cher à Stirner, qui nous unit les unes aux autres, c'est le pacte fédéral : sans pacte fédéral, pas d'association... Le congrès de l'AIT a donc demandé une dernière fois à la FAU de changer de conduite. Naturellement, à la prochaine rupture du pacte fédéral, la FAU ne sera plus considérée comme une adhérente de l'AIT.

Ce qui est très choquant, dans cette affaire, c'est la méthode. Nous pourrions parler de l'unité du mouvement

libertaire et même de la participation aux instances paritaires, il n'y a pas de sujet tabou. Mais ce n'est pas sur ces bases que l'affrontement a lieu. Non, il est plus facile de traiter d'autoritaires ceux qui demandent le simple respect du fonctionnement fédéraliste. Et de sectaires ceux qui disent qu'aucune unité ne pourra se faire sans que nous en discutions les bases. Ce relativisme est démagogique et la démarche est malhonnête :

Comment expliquer que les mêmes personnes dénigrent systématiquement l'AIT, ses sections, et multiplient, en sous-main, les manœuvres pour y rentrer ? N'est-ce pas une campagne d'intoxication ?

Pourquoi rechercher l'unité des libertaires sans l'annoncer publiquement ? S'il doit y avoir une réunification entre la CGT espagnole et la CNT, si la SAC doit réintégrer l'AIT, pourquoi ne pas poser clairement le débat ? Que veut-on éviter ? Cherche-t-on à mettre la militance devant le fait accompli, à lui confisquer son pouvoir de décision et faire une unité d'états-majors ? C'est cela l'éthique libertaire ?

N'en déplaise à ceux qui cherchent à stigmatiser les militants de l'AIT en affreux sectaires, je pense que l'unité du mouvement ouvrier est un problème majeur et je déplore la division des libertaires. La question de l'unité du mouvement ouvrier nécessite que nous posions la question de l'attitude que nous devons adopter dans le cadre de cette unité. Nous avons une identité à affirmer, le mouvement anarcho-syndicaliste et anarchiste ouvrier doit être au service des travailleurs. Il a deux missions fondamentales :

- **œuvrer à la construction d'un pôle anticapitaliste et antiautoritaire.** Favoriser les luttes sociales, défendre l'autogestion de ces luttes et leur contrôle par la base, œuvrer pour la victoire de ces mouvements.

Depuis le congrès de Grenade de décembre 2004, l'AIT compte une section supplémentaire : l'ASI serbe, et une autre en tant qu'Amis : l'ASI israëlo-palestinienne.



ni de paix entre les classes »...

par Grenade

- inciter à la radicalité ce pôle pour voir l'émergence d'une utopie révolutionnaire.

Et il n'est pas inutile de relire Kropotkine : « *Ainsi l'Anarchie a déjà modifié l'idéal des social-démocrates. Elle le modifie chaque jour. Elle le modifiera encore durant la révolution. Et quoi qu'il sorte de la révolution, ce ne sera plus l'État ouvrier des collectivistes. Ce sera autre chose, une résultante de nos efforts, combinés avec ceux de tous les socialistes.*

*Et cette résultante sera d'autant plus anarchiste que les anarchistes développeront plus d'énergie... dans leur direction. Plus ils mettront d'énergie individuelle et collective, cérébrale et musculaire, de volonté et de dévouement au service de leur idéal pur et simple, moins ils chercheront de compromis, plus ils affirmeront nettement par la parole et par leur vie l'idéal communiste et l'idéal anarchiste pur et simple, d'autant plus la résultante penchera de leur côté, vers le Communisme, vers l'Anarchie »*⁵. Si nous ne voulons pas être dénaturés et, au contraire, répandre nos idées et nos pratiques, nous devons veiller à conserver notre identité. Lorsque le mouvement anarcho-syndicaliste ne se distingue des autres syndicats que par la couleur de ses drapeaux, alors ce ne sont pas les idées anarchistes qui se répandent dans la société, mais les valeurs du système qui remodèlent l'organisation.

Pour une fois, j'aimerais retourner aux camarades possibilistes leur accusation : « *quels sont les résultats de votre stratégie ? Est-elle efficace ?* ». Car je m'interroge : si l'AIT est si mauvaise que ça, pourquoi tant de convoitises ?

L'effondrement du communisme marque un tournant décisif dans l'histoire de la pensée contemporaine. Nous sommes dans une période de questionnement. Les partis politiques et les syndicats traditionnels sont discrédités en Europe et l'offensive néolibérale détruit les derniers vestiges du système de cogestion.

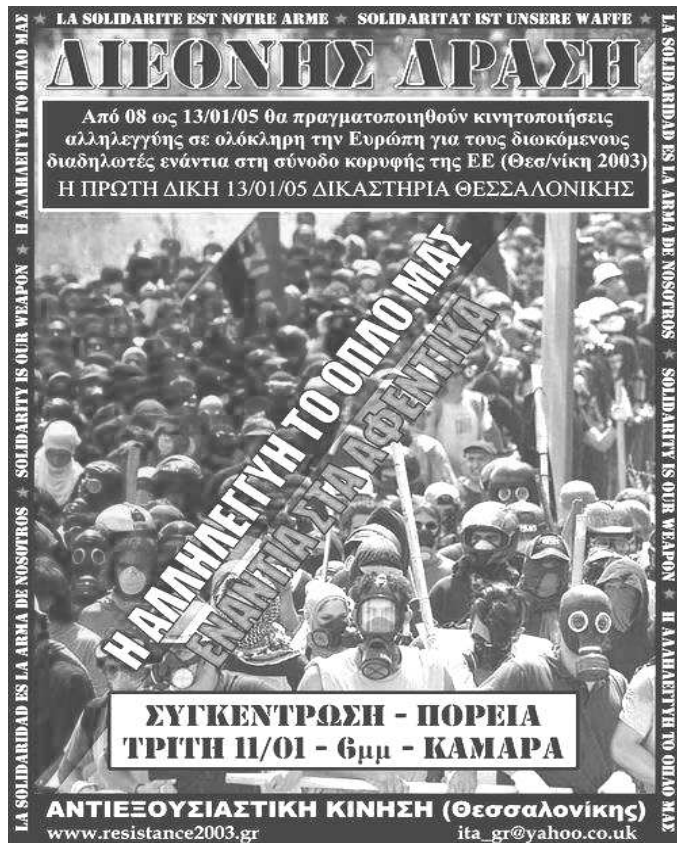
L'AIT propose autre chose, un autre projet. Elle fonctionne sans un seul permanent. Quelle organisation ouvrière internationale peut affirmer cela aujourd'hui ? Elle défend un syndicalisme de combat, de lutte de classe adapté à la situation actuelle. Le problème n'est pas de ressembler aux autres organisations ouvrières, mais de nous en distinguer pour éviter d'être discrédités par l'image négative qu'elles véhiculent.

L'AIT doit défendre son projet, parce que le monde a besoin d'utopie. Parce que le capitalisme devient mondial et que l'internationale des travailleurs est plus que jamais nécessaire. Parce que face à la guerre, le seul slogan qui vaille est celui de ce congrès : « *pas de guerre entre les peuples, pas de paix entre les classes* ». Et qui mieux que l'AIT peut le clamer sans rougir ?

Dans ce congrès, les délégués croates et serbes étaient côte à côte. Les militants de Grenade, des bénévoles comme nous tous, ont assuré une organisation sans faille. Dans un contexte politique difficile, les sections d'Amérique latine ont confirmé leur vitalité. L'adhésion de la section serbe, les nouveaux groupes amis de l'AIT confirment une impression d'ensemble positive. Certes, tout ceci reste modeste, mais tout ceci existe.

Jipé, syndicat intercorporatif de Pau

5 - « L'action anarchiste et la Révolution », Pierre Kropotkine.



◀ **Traduction de l'affiche :**
 ACTION INTERNATIONALE
 en solidarité avec les manifi-
 stants qui ont été arrêtés
 lors de la manifestation contre
 le sommet européen de
 Thessalonique. Le premier
 procès a lieu le 13/01/2005,
 palais de justice de Thessa-
 lonique LA SOLIDARITÉ
 EST NOTRE ARME CONTRE
 LES PATRONS Journées
 internationales d'ac-
 tions de solidarité.

Solidarité internationale!

À l'issue d'une manifestation internationale contre le sommet de l'Union européenne à Thessalonique (Grèce) en juin 2003, des militants ont été arrêtés dans des conditions pour le moins « extraordinaires ». Des vidéos tournées par les manifestants ont ainsi permis d'établir que la police n'avait pas hésité à substituer au sac d'un manifestant un autre sac rempli de cocktails molotov, pour ensuite l'inculper de désordre à l'ordre public et détention d'explosifs...

Les 7 compagnons encore sous le coup d'une procédure judiciaire devaient passer en procès le 13 janvier en Grèce, mais celui-ci a été reporté au 10 octobre 2005, en raison de l'absence de 4 d'entre eux. 9 autres manifestants devront répondre d'accusations criminelles, mais la cour n'a pas prévu de date pour leur procès.

Le 8 janvier, une journée internationale de solidarité avec les inculpés a été organisée. À Paris, le rendez-vous était donné à 15 heures le 8 janvier devant l'ambassade de Grèce.

Différentes actions de solidarité ont eu lieu en Europe : Espagne (CNT-E à Madrid et Guadalajara, groupe Nestor Makno de la FAI et groupe anarchiste Arriacense à Guadalajara) ; Grande-Bretagne (Wombles à Londres) ; Pologne (Anarchist Black Cross à Varsovie) ; Belgique (Anarchist Black Cross) ; Pays-Bas.

En Grèce, une marche de solidarité et un rassemblement devant le palais de justice ont eu lieu à l'appel de le Mouvement Antiautoritaire à Thessalonique ; le même Mouvement organisait un rassemblement à Patra ; à Sparte, des anarchistes ont distribué des tracts dans la ville.

LIBERTÉ IMMÉDIATE pour les prisonniers de Thessalonique arrêtés au cours des mobilisations anti-mondialisation durant le sommet des chefs d'État européens à Thessalonique (Grèce), le 21 juin 2003.

Le sommet

En juin 2003, le sommet européen des chefs d'État s'est tenu à Thessalonique. Pendant les jours où s'est déroulé le sommet (du 19 au 21), beaucoup de personnes sont descendues dans la rue pour montrer leur opposition à cette politique néolibérale et à cet ordre mondial auquel on veut nous soumettre.

Ce fut une journée de lutte dure et intense. L'objectif était clair : empê-

cher qu'une minorité décide de l'avenir de la population mondiale. Défendant des intérêts opposés, les manifestants, avec leurs banderoles et leurs cris, et l'État, avec sa police prête à utiliser tout son arsenal, se sont retrouvés dans les rues de Thessalonique. Le 21 juin 2003, la manifestation se solda par l'arrestation de 130 personnes. Beaucoup furent identifiées, intimidées, puis remises en liberté. Vingt-neuf en ressortirent avec des charges de délits graves : résistance à l'autorité, désordres publics, altération de l'ordre public, incendies, possession et usage d'armes. Huit ont été conduites en prison. L'une d'elles, d'origine étatsunienne, a été libérée quelques jours après, par une médiation des États-Unis. Le reste des compagnons, Carlos et Fernando, d'origine espagnole, Simon, d'origine anglaise, Castro, d'origine syrienne, Tsitas, Jonathan, Michalls et Dimitris, d'origine grecque, ont été amenés en prison.

Le coup monté

Dans un premier temps, tout indiquait qu'en trois jours, la police les relâcherait. Mais l'État grec, à travers ses moyens de communication, a utilisé ces jours pour tromper la population avec de fausses accusations, et pour élaborer ainsi une mise en scène médiatique, policière et juridique. Les sept compagnons ont été accusés de résistance à l'autorité, désordres publics, dommages, possession et usage d'explosifs - afin de créer un incendie - et ont été amenés en prison, du fait que la police affirmait qu'ils portaient des sacs à dos avec des écrous et des cocktails molotov ; et ce, malgré des images vidéo du sommet qui montrent clairement comment la police a échangé le sac à dos de Simon par un autre qui contenait des cocktails molotov. Rapidement, le reste des États se sont faits l'écho de la version créée par l'État grec.

Ce coup monté cherchait d'une part à freiner le mouvement anti-globalisation pour de futurs sommets, et d'autre part à ce que l'État grec applique pour la première fois sa loi anti-terroriste. Une loi qui fut créée sous la pression européenne, en la posant comme condition pour que les Jeux olympiques de 2004 puissent être célébrés à Athènes.

Avec les événements de Thessalonique, l'État grec dispose déjà de cobayes qui lui ont permis de mettre en œuvre cette loi, avant les Jeux olympiques.

La lutte pour leur libération

Les actions de solidarité ne se sont pas fait attendre. Rassemblements, manifestations, actions de protestation, conférences et concerts ont été organisés dans différentes villes européennes. Une journée de lutte internationale exigeant la liberté de nos compagnons s'est tenue le 21 juin 2003.

Parallèlement, l'avocat des sept inculpés a également fait en sorte que ces personnes puissent rentrer le plus vite possible chez elles, auprès de leurs amis, compagnons et proches.

Le 30 juin, un recours a été présenté. Il invoquait la liberté sans conditions au vu des irrégularités observées lors des arrestations, et des déclarations contradictoires et confuses données par la police. Ce recours a été rejeté au mois de septembre de la même année. Des recours ont été renouvelés, mais rejetés successivement de la même manière.

Devant la réitération négative de la justice grecque, et la présentation d'un recours devant la Cour Suprême, les sept compagnons ont entamé une grève de la faim. Castro a commencé la grève le 21 septembre, les autres, le 5 octobre.

Cette grève de la faim a duré 53 jours, pendant lesquels nos compagnons ont été traités de manière inhumaine, d'une part par les forces de sécurité de l'État et d'autre part par les

fonctionnaires de la prison de Dlabata, où ils accomplissaient de la prison préventive. Même les médecins des hôpitaux ont dénoncé publiquement les humiliations et les abus auxquelles ces sept personnes ont été exposées.

De l'extérieur, compagnons, amis et proches, nous avons soutenu cette grève par des actions solidaires. Le 26 novembre, la santé des compagnons étant assez fragile, le parquet a donné l'ordre que l'on injecte aux grévistes un sérum dans les veines, ce qu'ils ont refusé, de la même façon qu'ils avaient rejeté les recours présentés antérieurement. Ce même jour vers 15 heures, nous connaissions la nouvelle de la mise en liberté des sept compagnons, la joie nous a envahis, il ne pouvait en être autrement ; mais la réalité cruelle du système nous a fait redescendre dans la rue pour exiger la liberté sans conditions pour nos compagnons.

Leur situation se présentait ainsi :

- Simon et le compagnon d'origine étatsunienne avaient été graciés ;
- Carlos était dans l'attente d'un jugement pour une charge mineure - un maximum de cinq ans de prison ;
- pour Fernando, Castro, Tsitas, Jonathan, Michalls et Dimitris, s'ouvrirait une enquête sur les arrestations.

La situation actuelle

La situation de nos compagnons en ce moment, est la suivante :

L'enquête qui s'est ouverte sur les arrestations n'a apporté aucune information nouvelle. Ainsi il se peut encore que les charges retenues contre Fernando, Castro, Tsitas, Jonathan, Michalls et Dimitris, soient abaissées à des délits mineurs (peine maximale de cinq ans de prison).

*Appel de la CNT espagnole,
actualisé à l'aide d'informations reçues du
Mouvement antiautoritaire de Thessalonique*

Fin d'une grève de 55 jours dans les services de nettoyage de l'université de Séville



Après 55 jours de grève, les travailleurs des services de nettoyage de l'université de Séville ont obtenu le 14 janvier dernier, un accord avec la direction de la société sous-traitante CLECE qui les emploie.

Cet accord, qui doit être mis en oeuvre sur 3 ans, comprend une réduction de la journée de travail et une augmentation de salaires allant jusqu'à 37 %.

Le texte qui suit est antérieur à la conclusion de l'accord.

LES RESPONSABLES de la CLECE, avec leur intransigence et leur soif de profits n'ont pas donné le moindre signe de volonté de résoudre le conflit en dépit des profits importants qu'ils ont amassés en 8 ans grâce à leur contrat avec l'université de Séville : ils ont facturé plus de 27 millions d'euros.

Le 22 décembre, à la Cour sociale n° 2 de Séville, le tribunal était réuni à la demande du comité de grève et à l'encontre de l'université de Séville et de la CLECE pour non-respect des lois sur le droit de grève. L'accusation a aussi pris en compte les pratiques coercitives utilisées conjointement par la compagnie et l'université (menaces et actions pour briser la grève).

La CNT rejoint le conflit

Après deux années de désinvolture et de trahison des syndicats officiels, les travailleurs ont formé une candidature indépendante et affronté la compagnie.

Ils veulent un accord similaire à celui obtenu à l'université de Malaga. Ils ont appelé à une grève illimitée à partir du 22 novembre 2004, qui a été majoritairement suivie par les 247 travailleurs.

La direction a tenté de casser le mouvement en remplaçant les grévistes par des travailleurs d'autres sous-traitants, en utilisant des pressions et des menaces, en faisant appel à la police...

D'abord la CNT de Séville a soutenu ce collectif qui est venu nous demander de l'aide et des conseils, mais

en restant en dehors du conflit. Nous avons mis à leur service le matériel dont nous disposons et nous les avons conseillés avec l'expérience que nous avons acquise à partir d'autres confrontations ; nous avons participé aux assemblées et aux manifestations auxquelles ils avaient appelé ; nous avons envoyé des communiqués de presse, donné des informations sur ce conflit sur notre site, etc.

Maintenant, après un mois de grève, les travailleurs ont rejoint la CNT. Nous avons monté une section syndicale dans l'entreprise et la CNT est entièrement investie dans ce conflit. Aujourd'hui c'est l'ensemble de la CNT qui combat la CLECE.

Et déjà, nous ne réclamons plus quelques petites compensations économiques et des améliorations dans les conditions de travail, nous voulons aussi un accord au niveau de la compagnie, nous voulons des salaires décents, nous voulons la stabilité de nos emplois, nous voulons le respect de notre dignité en tant que travailleurs.

Les travailleurs ont réalisé les avantages à être dans une organisation comme la CNT, où les décisions sont prises par eux-mêmes, mais la lutte et la solidarité viennent de tout le monde. La CNT est le meilleur outil pour la défense des intérêts des travailleurs et pour, un jour, transformer complètement cette société.

Fédération locale de Séville CNT-AIT

Solidarité avec les travailleurs en lutte en Slovaquie



Nous avons reçu du Secrétaire de l'AIT des informations transmises par Priama Akcia concernant la lutte des travailleurs de l'usine Neusiedler SCP (NSCP) à Ruzomberok, en Slovaquie. NSCP est une filiale d'une société sud-africaine spécialisée dans le papier.

TOUT COMMENCE en septembre 2004 par la création d'un Comité de pétition (Petition committee ou PC) qui, à l'appui de ses demandes (augmentation de salaires...) rassemble 1 200 signatures, soit 90 % des employés. Pour la première fois, ce type de pétition est fait ouvertement. Lors d'assemblées générales se dessine la création d'un nouveau syndicat qui devient effectif en novembre sous le nom de Papier.

Cependant, en octobre, les membres du PC ont reçu un avis de licenciement immédiat pour avoir jeté le discrédit sur l'entreprise. Le droit de pétition est pourtant inscrit dans la constitution slovaque. Au total, 19 membres du PC et du syndicat Papier ont été licenciés. Des manœuvres d'intimidation (harcèlements, menaces de licenciement...) ont été exercées par la direction et les syndicats traditionnels à l'encontre des travailleurs, notamment des conjoints de ceux déjà licenciés, pour qu'ils ne participent pas au nouveau syndicat Papier.

Des actions ont eu lieu en novembre : rassemblements, manifestations, tentatives de négociation avec la direction, sans que cela ait pour l'instant abouti : Papier est toujours interdit.

Un procès s'est ouvert en janvier. et nous attendons des nouvelles de cette lutte.

Les demandes des travailleurs

- Arrêt immédiat des licenciements ;
- annulation des préavis de licenciement aux employés s'engageant dans le nouveau syndicat et réadmission des membres du PC ;
- acceptation du nouveau syndicat et non-pénalisation de ses membres ;
- satisfaction des demandes du PC.

Priama Akcia nous demande de soutenir la lutte des travailleurs de NSCP Ruzomberok, car c'est la première fois qu'en Slovaquie les travailleurs se débarrassent des syndicats

réformistes pour en créer de nouveaux qui soient plus ouverts, avec des décisions prises en assemblées générales, un esprit de lutte plus radical et des délégués révocables.

Comment les soutenir

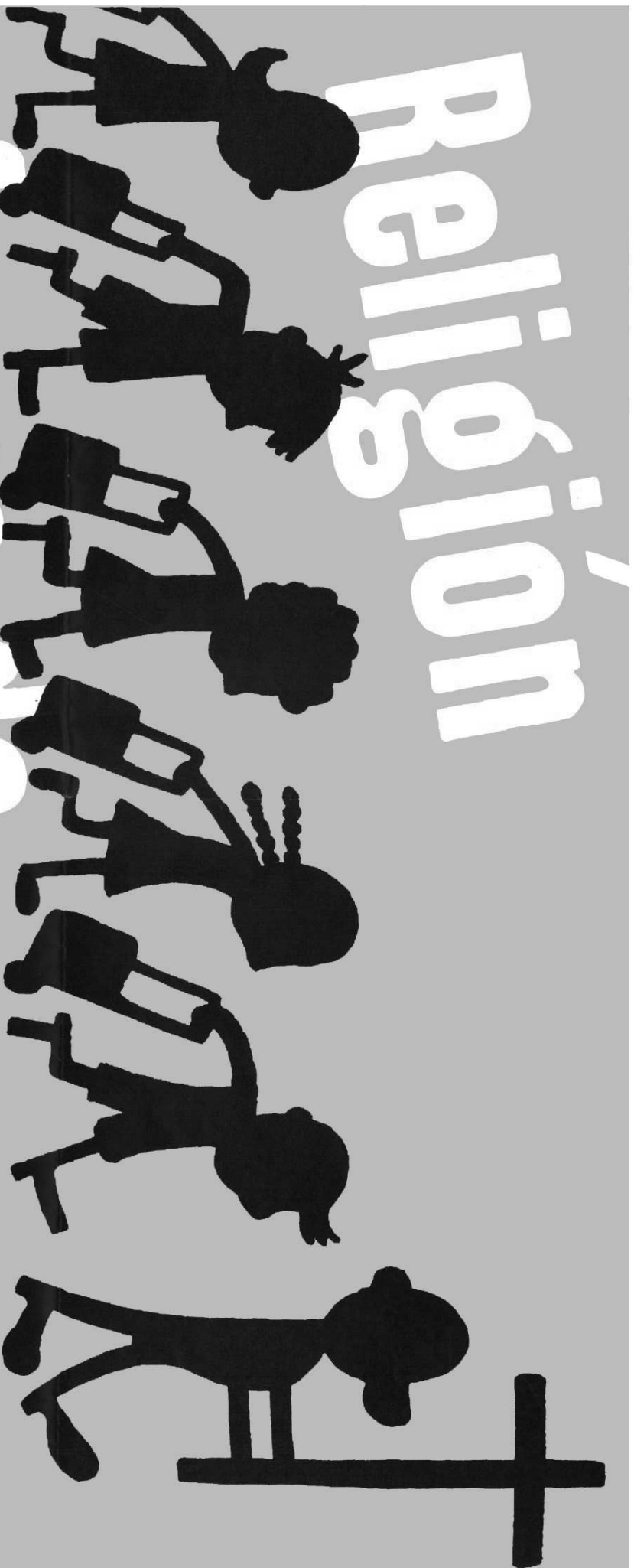
Vous pouvez écrire des lettres de protestation à la direction de NSCP à Ruzomberok aux adresses électroniques suivantes : miloslav.curilla@neusiedler.com ou hovorca@neusiedler.com

Les fax peuvent être envoyés au : 00 421 44 432 7701.

Priama Akcia nous a fait parvenir une lettre-type de protestation en anglais que nous tenons à votre disposition (écrire à la rédaction).

Enfin, vous pouvez adresser des courriels de soutien directement aux travailleurs de NSCP Ruzomberok : sativa@zoznam.sk ou par la section slovaque de l'AIT, Priama Akcia : michal2lik@yahoo.com.

Religión fuera de Escuela!



Por una enseñanza laica, científica y racional

CNT
A
T

www.cnt.es

